

Projet pour le n° 14 / 2019



Néo-présidentialismes africains

Coordinateur : Prof. Sergiu Miscoiu, Université Babes-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie

Le néo-présidentialisme – une tendance contextuelle ou un phénomène structurant de la politique africaine ?

Ces dix dernières années, une série d'évolutions observées dans différents Etats de l'Afrique sub-saharienne francophone ont déterminé nombre de spécialistes de considérer que nous nous confrontons à une nouvelle période de recul démocratique¹. La multiplication des coups d'Etat (en République Centrafricaine, au Niger, en Mauritanie et au Mali, par exemple) a été généralement suivie par l'installation des régimes militaires-autoritaires. Même dans le cas où ces régimes ont permis l'organisation des élections, les scrutins ont eu des résultats quasi-prévisibles, comme ce fut le cas en Mauritanie, en 2008, par l'élection du général Mohamed Ould Abdel Aziz. A deux exceptions près – le Sénégal et le Bénin, où il y a eu des alternances au pouvoir à la suite des scrutins électoraux qualifiés par les observateurs internationaux comme étant libres et compétitifs² – les autres pays de la région ont reculé en matière de normes électorales et, plus généralement, en ce qui concerne la qualité démocratique de la gouvernance.

Une telle involution survient, toutefois, après une période où, sous l'impact de la démocratisation de l'Europe Centrale et Orientale, de nombreux pays de l'Afrique francophone ont connu des processus de transition politique. Sous la pression de la rue et étant donné l'insistance de la communauté internationale, dans des pays comme le Bénin, le Cameroun, le Togo ou le Gabon, les ainsi-dites « conférences nationales » ont réuni les forces gouvernementales et l'opposition, la société civile et les leaders religieux et ont contribué à cimenter l'installation des régimes électoraux et consensuels. Au début ou, respectivement, au milieu des années 1990, on a institué le pluralisme et on a organisé des élections libres qui ont permis, dans la plupart des cas, le changement du leadership politique. Au Bénin, au Gabon, au Congo-Brazzaville ou au Togo, à travers le débat public et en bénéficiant de l'expertise des démocraties occidentales, on avait adopté des constitutions modernes, qui assuraient des droits et libertés civils, de même que la séparation des pouvoirs au sein de l'Etat³. Bien qu'ils n'aient pas intégralement suivi ce modèle de la transition par la conciliation et le consensus, des Etats comme la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine et la Guinée-Conakry avaient connu, pour la première fois depuis leur indépendance, l'organisation des élections présidentielles et parlementaires. Au niveau de la coopération régionale et internationale, des organisations telles la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) ou l'Union Africaine ont consolidé leurs positions et se sont développés des instruments spécifiques pour encourager la stabilité institutionnelle en Afrique Centrale et Occidentale⁴.

Pourquoi est-ce que cette tendance des années 1990 n'a pas été confirmée par la suite, nombre de pays de la région reprenant des pratiques spécifiques à la période de l'après-décolonisation ? En quoi consiste le recul démocratique des Etats de l'Afrique Centrale et Occidentale francophone ? Quelle théorie et quelle méthodologie devrions-nous employer pour mesurer et expliquer ce phénomène ? Et, notamment, y a-t-il des tendances contextuelles communes dans les pays de la région, susceptibles de faire l'objet d'une analyse processuelle intégrée, capable de fournir une lecture complexe et, à la fois, intelligible des tendances respectives ? Voici les principales problématiques que nous nous proposons de traiter dans le cadre de ce volume.

Notre hypothèse centrale est que les tendances de recentralisation et de « repyramidalisation » de la structure politique et décisionnelle des pays de l'Afrique Centrale et Occidentale francophone pourraient être subsumées au concept de *néo-présidentialisme*. Le néo-présidentialisme est une manière spécifique de personnaliser le pouvoir politique qui combine le messianisme anticolonialiste, incarné par le leader autochtone fort, avec la rhétorique de la modernisation et du développement socio-économique de type intensif-capitaliste ; ou, autrement dit, une forme à part de populisme identitaire et un autoritarisme décisionnel aux accents modernisateurs.

Les contributeurs sont appelés à traiter les diverses facettes de ce phénomène afin d'éclaircir l'existence, la spécificité ou le fonctionnement du néo-présidentialisme et des processus connexes ou complémentaires en Afrique francophone, d'une manière analytique et comparative, par pays ou par sous-régions. Les détails techniques sont précisés ci-dessous.

**Un appel à contributions a été lancé en septembre 2018.
La date limite de remise des articles est le 30 septembre 2019.
Contact : synergies.roumanie.redaction@gmail.com**

Notes

1. Voir notamment : Frédéric Joël Aïvo, *Le Président de la République en Afrique Noire Francophone*, Paris, l'Harmattan, 2007 ; Stephen Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003 ; Siaka Coulibaly, *Coups d'Etat : légitimation et démocraties en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2013.
2. <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-2011/elections-en-afrique-entre-progr%C3%A8s-et-reculs>
3. Voir notamment : Richard Banégas, *Transition et consolidation politique au Bénin*, thèse de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1998.
4. V. Jean-Pascal Dalloz, Patrick Quantin (coord.), *Les transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997.